

Modification des grands équilibres économiques et politiques mondiaux



Quand on ne sait pas !

- La rupture de 1973 met fin à la croissance des **Trente Glorieuses**.

Le **choc pétrolier de 1973** entraîne une crise économique sévère. La guerre de Kippour et la hausse du prix du pétrole mettent un coup d'arrêt brutal à la croissance. La **stagflation** fait son apparition, à la fois une faible **croissance** et une accélération de l'**inflation** (plus de 10 % par an). Le chômage explose dans les pays industrialisés du fait des **évolutions structurelles** de la population active, du ralentissement de la production et de la concurrence des pays émergents. Le taux de chômage s'élève à 8 % des actifs de l'**OCDE (Organisation de coopération et de développement économique** créée en 1961), en 1980.

- La croissance se poursuit mais à un rythme inférieur à celui des Trente Glorieuses.

La croissance se poursuit mais faiblement, les chocs pétroliers de 1973 et 1979 entraînent des **récessions** de courte durée. Le taux moyen annuel de croissance du PIB est d'un peu plus de 2 % pour les pays de l'OCDE. Cette croissance est instable et débouche sur une **récession** mondiale en 1981. La **reprise économique** est tirée par les États-Unis et le Japon de 1983 à 1990 (l'Europe occidentale n'en profite que partiellement). Le **chômage de masse** s'installe (35 millions de chômeurs dans les pays de l'OCDE en 1994). Il est sélectif, touchant davantage les jeunes, femmes, non-qualifiés, immigrés ou minorités ethniques.

- La crise est inégalement partagée.

Le commerce international est peu affecté. C'est une différence par rapport à la crise de 1929. La croissance annuelle mondiale est de plus de 3 % par an depuis 1973. La crise touche les industries traditionnelles et les vieilles régions industrielles dans les pays riches. Les industries de pointes sont en plein essor. Les vieilles puissances (États-Unis, Europe occidentale) connaissent un déclin relatif. La **croissance est vigoureuse en Asie de l'Est (Japon)**. Dans le même temps les pays de l'Est de l'Europe traversent une crise politique, d'autres pays (les **NPI – Nouveaux Pays Industrialisés**) émergent sur le plan économique.

Aussi des crises éclatent régulièrement : **crise de la dette** (en 1982 le Mexique annonce son incapacité à rembourser sa dette), **krach boursier de 1987**, **bulle spéculative japonaise en 1987**, **crise du système monétaire européen de 1993**, **crise asiatique de 1997**, etc.

Après la chute des régimes communistes en Europe de l'Est (1989), l'éclatement de l'URSS (1991) et **l'ouverture économique de la Chine**, ces États se sont convertis à l'économie de marché.

- Les origines de cette crise sont diverses.

Les deux chocs pétroliers ont des conséquences négatives : aggravation de l'inflation, déséquilibre des balances commerciales, ralentissement de l'activité économique dû aux **politiques d'austérité**. Mais cette explication est insuffisante car dans les années 1980 le prix du baril de pétrole baisse (**contre-choc pétrolier**), la dépendance s'atténue : les États ont davantage recours à d'autres énergies comme le nucléaire, et font des économies d'énergies.

La crise est aussi monétaire avec la crise du dollar. C'est la disparition du système de **Bretton Woods** dans les années 1970 provoquant l'instabilité des taux de change. Un phénomène cyclique traduit l'essoufflement du **modèle fordiste** : moindre productivité, hausse des coûts salariaux, fléchissement de la consommation de masse.

- Des politiques économiques anti-crise se mettent en place, aux effets inégaux.

Du fait de l'insuffisance de la demande globale, sous l'égide de l'État, une **politique keynésienne** de relance peut être mise en place : déficit budgétaire, politique monétaire expansionniste. Les politiques de relance menées dans les années 1970 ont un effet positif à court terme : le maintien de la consommation grâce à **l'État-providence**. Cette politique accentue les déficits budgétaires et commerciaux, la hausse des prélèvements obligatoires. Les tensions inflationnistes et les dévaluations révèlent le poids de la contrainte extérieure.

Une autre politique anti-crise est mise en avant : la **solution néolibérale**. Elle repose sur le respect de l'équilibre budgétaire et le contrôle de la progression de la masse monétaire. Cela conduit à la baisse des impôts et au désengagement de l'État de l'économie. Des politiques de rigueurs se généralisent dans années 1980 à partir des **exemples thatchérien et reaganien**. Une priorité est donnée à la lutte contre l'inflation, les **dérèglementations (ou dérégulations)**, privatisations, baisse des impôts. Le bilan de cette politique : désinflation réussie, rigidité du chômage, coût social important.

- Les pays industrialisés ont des difficultés à appréhender une nouvelle étape du capitalisme : vers une nouvelle régulation ?

C'est la remise en cause de l'État-providence. La **crise démographique** (déclin de la natalité et vieillissement) pose un problème de financement des dépenses de santé et de retraites, dans un contexte de désengagement de l'État de l'économie.

La structure de la population active se modifie : c'est la « **fin des paysans** », la diminution des emplois industriels, l'essor des emplois dans le tertiaire et la généralisation du **salariat**.

La société devient de plus en plus duale. La poursuite de la hausse du niveau de vie moyen se fait en même temps que les inégalités qui progressent, c'est la montée de l'exclusion et de la « nouvelle pauvreté ».

Une **nouvelle révolution industrielle** est en marche avec un nouveau système technique : l'électronique et l'informatique ; la révolution des méthodes de production : automatisation des tâches, **toyotisme**.

Un reclassement des activités économiques s'impose du fait du déclin de l'agriculture et des industries traditionnelles. Les industries de pointes sont en plein essor et une nouvelle géographie économique voit le jour : les technopoles.

Dans les pays industrialisés, les économies deviennent « **post-industrielles** » : tertiairisation des activités, rôle important de la communication (Internet).

L'économie se mondialise toujours davantage. Les facteurs explicatifs sont nombreux : révolution des transports, multilatéralisme, associations régionales (ex. **UE – Union européenne**) ; organisations internationales (ex. **OMC – Organisation mondiale du commerce**).

La traduction de cette économie mondialisée : l'essor des échanges commerciaux et des mouvements de capitaux ; l'internationalisation des processus de production (entreprises multinationales, délocalisations) ; la polarisation des activités sur les littoraux.

Le poids de la contrainte extérieure nécessite des adaptations permanentes pour faire face à la concurrence. La **globalisation financière** est difficilement maîtrisable. Les solutions doivent s'élaborer à l'échelle internationale afin de résoudre les problèmes planétaires : pollution, réchauffement climatique, développement équilibré.

Que faire ?

- Réaliser des cartes mentales, voire des schémas fléchés si vous avez plus d'appétence pour cette méthode, est indispensable pour comprendre les différentes articulations de chacun des chapitres de ce programme de terminale :
 - ▶ Conséquences des chocs pétroliers de 1973 et 1979
 - ▶ Crise économique
 - ▶ La libéralisation des économies et la dérégulation s'imposent dans la plupart des États
 - ▶ De nouvelles puissances économiques émergent surtout en Asie

- ▶ Le bloc soviétique s'effondre, l'année 1989 est une année charnière dans l'histoire de cette fin du xx^e siècle
 - ▶ Les démocraties libérales progressent essentiellement sur le continent européen
 - ▶ La CEE intègre de nouveaux membres
 - ▶ Les États-Unis se rapprochent de la Chine de Deng Xiaoping
 - ▶ L'islamisme émerge et s'impose lors d'une Révolution en Iran
- Il existe sur internet des modèles de carte mentale, mais les auteurs de cet ouvrage vous invitent à laisser libre cours à votre créativité. Il ne faut pas hésiter à compléter cette carte mentale au fur et à mesure de vos cours et lectures. Cette technique est un moyen efficace pour comprendre des phénomènes complexes et mémoriser des informations mettant en œuvre plusieurs grilles de lecture.

Conseils

- À ce stade de vos cours, il est nécessaire de revoir, développer et préciser votre vocabulaire économique : **politique d'austérité, stagflation, inflation, croissance, récession, reprise économique, chômage de masse, politique keynésienne, néolibéralisme, déréglementation, salariat, dépression.**
 - Il s'agit de comprendre que **plusieurs clés de lecture géographiques** sont nécessaires pour aborder ce chapitre avec sérénité :
 - ▶ **Géopolitique** : branche de la géographie étudiant les rapports de force et les rivalités entre différents acteurs spatiaux (entre les États et dans un État).
 - ▶ **Géoéconomique** : l'organisation économique du monde, les manifestations et le fonctionnement de la mondialisation ; les stratégies économiques des États et des entreprises.
 - ▶ **Géoculturelle** : analyse des phénomènes culturels, de leur tension et des échanges dans l'espace : langues, religions, sport, etc.
- Une autre clé de lecture pourra être mobilisée pour d'autres chapitres :
- ▶ **Géoenvironnementale** : comprendre des phénomènes environnementaux comme le réchauffement climatique ou les pollutions ainsi que leurs conséquences sur les populations.
- Afin de bien maîtriser ce chapitre, il faut se persuader que !
- ▶ Plus qu'une crise, la majeure partie des pays industrialisés connaît depuis 1973 une **dépression** ; celle-ci s'accompagne de profonds changements structurels modifiant les activités économiques et recomposant l'espace mondial. Le président **Deng Xiaoping** ouvre la Chine à l'économie de

marché. La CEE (Communauté économique européenne), se prépare à intégrer les ex-démocraties populaires et s'élargit aux nouvelles démocraties d'Europe méridionale (Grèce, Portugal et Espagne).

- ▶ Avant même la chute de l'Union soviétique, un autre totalitarisme émerge : l'**islamisme** et la **Révolution iranienne de 1979** amène l'islamisme politique au pouvoir.

Exercices pour faire le point sur vos connaissances

EXERCICE 1 Replacer les termes suivants correspondant à leur définition : Politique d'austérité. Stagflation. Inflation. Croissance. Récession. Reprise économique. Chômage de masse. Politique keynésienne. Néolibéralisme. Déréglementation. Salariat. Dépression.

	Il s'agit d'une phase du cycle économique caractérisée par une baisse de l'activité économique. Depuis les années cinquante, désigne également une phase de ralentissement marqué de la croissance ou un recul de la production limité dans le temps. L'administration économique américaine enregistre comme récession toute baisse du PIB réel s'étalant sur au moins deux trimestres. Le terme est alors employé pour distinguer ce cas de figure de la « dépression ».
	Situation contractuellement définie, dans laquelle un individu reçoit de son employeur, public ou privé, une rémunération forfaitaire, le salaire, en contrepartie d'un travail fourni dans le cadre d'une organisation du travail et d'une durée déterminée.
	Keynes est un économiste britannique (1883-1946). Son œuvre a exercé une influence considérable sur la pensée et les politiques économiques contemporaines. Pour Keynes, l'intervention de l'État s'avère nécessaire pour sortir l'économie du sous-emploi et de la crise. Cette intervention passe par la relance de la demande en agissant sur la consommation et/ou l'investissement (distribution de revenus, offre de débouchés aux entreprises, notamment par le biais de grands travaux). Cette politique implique la pratique d'un déficit budgétaire qui sera réduit à terme par l'augmentation des recettes fiscales générées par la croissance retrouvée.
	Renouveau du libéralisme, tant au niveau de la pensée que de la pratique de la politique économique, qui s'est affirmé depuis la fin des années soixante-dix. Les « nouveaux économistes » développent une critique radicale du keynésianisme et, de façon plus large, de l'intervention de l'État.
	Suppression progressive de règles, fixées par les pouvoirs publics, qui encadrent l'activité de secteurs économiques : suppression du contrôle des prix et des changes, suppression de l'autorisation administrative de licenciement, suppression des normes de sécurité dans le transport aérien ou de normes visant à limiter la pollution. Le terme de dérégulation peut aussi être employé. Il évoque la suppression des autorités de régulation dans un secteur économique avec pour but d'encourager la concurrence et l'innovation. Cette politique est vivement contestée par les altermondialistes.

	Association, dans une période donnée, de l'inflation, de la stagnation de l'activité et du chômage.
	Le chômage est la situation d'un individu ou d'une partie de la main d'œuvre d'un pays sans emploi et à la recherche d'un emploi. Les chômeurs sont décomptés de la population active. Le chômage peut être total ou partiel (réduction de l'horaire de travail par exemple). Le chômage de masse correspond à un taux de chômage qui reste élevé.
	Déséquilibre économique se traduisant par une hausse continue du niveau général des prix. Cette définition est extrêmement large parce que les types d'inflation sont nombreux et que le phénomène ne peut être appréhendé qu'à travers le symptôme commun à toutes les inflations, la hausse des prix. C'est la nature du déséquilibre qui permet de différencier les types d'inflation et les types d'explication.
	Augmentation soutenue, pendant une période longue, de la production d'un pays. Généralement on retient le PIB, Produit intérieur brut, à prix constants comme indicateur de croissance.
	Correspond à un point de retournement : de la baisse à la hausse de l'activité. La reprise amorce un nouveau cycle économique. Les cycles sont des mouvements de l'activité économique alternés, récurrents, d'amplitude et de périodicité régulières.
	Phase du cycle économique caractérisée par une contraction cumulative de l'activité : baisse du volume de la demande et de la production, baisse des revenus réels, montée du chômage.
	Politique économique privilégiant le retour aux « grands équilibres », c'est-à-dire la stabilité des prix et l'équilibre du budget, par la maîtrise des coûts et la compression de la demande ; elle a des effets négatifs sur la production et l'emploi. Lorsqu'elle dure, elle peut faire basculer l'économie dans la déflation.

EXERCICE 2

DOCUMENT Déclaration de politique générale du Premier ministre Jacques Chirac devant l'Assemblée nationale, 9 avril 1986, annales baccalauréat, France métropolitaine, juin 2013

Le RPR, parti gaulliste, a remporté les élections législatives de 1986. Jacques Chirac, issu du RPR, est alors nommé Premier ministre par le président François Mitterrand.

« Depuis des décennies – certains diront même des siècles –, la tentation française par excellence a été celle du dirigisme d'État. [...] Peu à peu, s'est ainsi construite une société administrée, et même collectivisée (référence au modèle soviétique, utilisée comme argument dans le débat politique). [...] Ce système de gouvernement [...] présente deux défauts rédhibitoires (inacceptable) : il se détruit lui-même, par obésité (idée que le dirigisme accroîtrait le poids de l'État et le rendrait moins efficace) ; et surtout, il menace d'amoinrir les libertés individuelles.

Les Français ont compris les dangers du dirigisme étatique et n'en veulent plus.

D'une part, les grands équilibres doivent être établis [...] ; à cette fin, la politique monétaire fera preuve de rigueur, les dépenses et les déficits seront sévèrement comprimés [...]. D'autre part, l'économie française a besoin d'un supplément de liberté [...] : liberté de fixer les prix, liberté de commercer avec l'étranger sans contrôle, plus grande liberté dans la gestion des effectifs en vue d'éliminer les entraves à l'emploi. [...] La liste des entreprises qui pourront être dénationalisées dans les cinq prochaines années sera clairement indiquée. »

☞ Source : Serge Bernstein, *Le gaullisme*, Documentation photographique n° 8050, 2006.

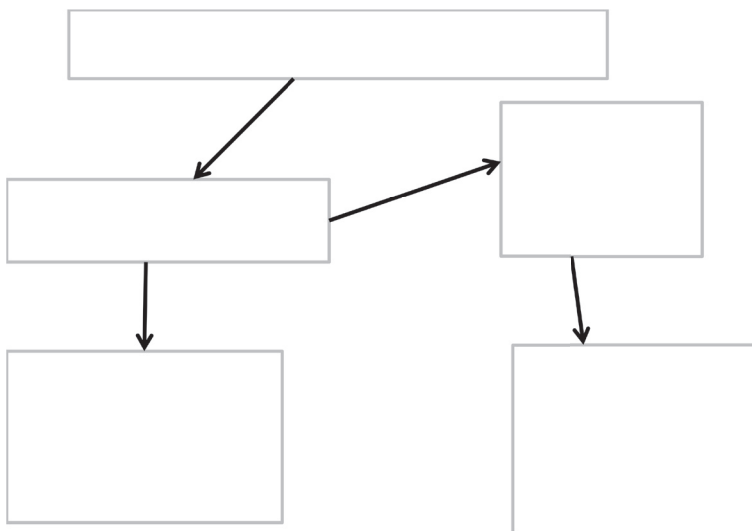
QUESTIONS

1. Qu'est-ce qui permet d'affirmer que l'intervention de l'État dans le domaine économique est remise en cause ?
2. Quelles sont les mesures libérales annoncées ?
3. Pourquoi peut-on dire que ce discours est idéologique ?

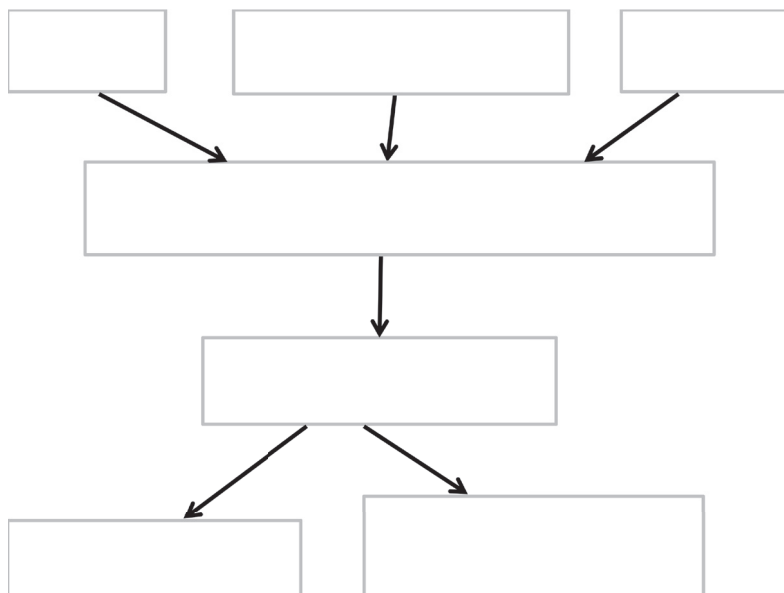
Vous devez utiliser pour répondre aux questions les informations du document mais aussi un vocabulaire économique précis.

EXERCICE 3 Compléter le schéma en vous aidant des termes suivants :

la valeur des monnaies fluctue librement ; guerre monétaire (dévaluation en fonction de l'intérêt des États) ; la fin de la convertibilité du dollar en or ; c'est la fin du Gold Exchange Standard en vigueur depuis 1944 ; retour de la fluctuation des monnaies



EXERCICE 4 Compléter le schéma en vous aidant des termes suivants : solutions nationales (néolibéralisme) ; économie des pays développés en difficulté (chômage, inflation, endettement) ; chocs pétroliers ; désordre monétaire ; remise en cause des politiques keynésiennes ; solutions internationales : G8 – OMC – Associations régionales de libre-échange ; montée de concurrents : Japon, NPI.



Exercices pour préparer les épreuves du bac

PARTIE 1 Réponse à une question problématisée

SUJET Pourquoi peut-on dire que dans les années 1980 et l'année 1989 en particulier, les régimes démocratiques sont en plein essor en Europe ?

PARTIE 2 Analyse de document(s)

DOCUMENT 1 Discours de Deng Xiaoping

« La réforme dans les régions rurales a porté ses fruits au bout de trois ans ; celle dans les villes demandera au moins trois à cinq années avant de donner des résultats tangibles. Nous avancerons avec prudence et tout phénomène défectueux sera promptement rectifié [...]. Nous avons la conviction que notre réforme dans les villes sera également un succès. La troisième session plénière du Comité central issu du XIIe congrès du Parti s'inscrira comme un événement très important. [...] Les zones économiques spéciales sont comme des fenêtres